Déclaration publique commune sur la remise en vigueur par Trump de la règle du bâillon mondial

25 janvier 2017

Nous, organisations soussignées, condamnons fermement l'approbation par le président Trump, le 23 janvier 2017, de la règle du bâillon mondial — l'un de ses premiers gestes comme président des États-Unis. Sous les gouvernements George H.W. Bush and George W. Bush, la règle du bâillon mondial interdisait aux ONG étrangères recevant de l'aide américaine en matière de planification familiale et de santé génésique de recevoir des fonds non américains pour fournir des services, de l'information, du counseling et des renvois en matière d'avortement ou de plaider pour l'accès à des services d'avortement sécuritaires. Cette politique cause des préjudices sérieux et réels aux femmes aux quatre coins de la planète et contrevient aux accords internationaux signés par les États-Unis en matière de développement. Cette politique entraîne des pénuries de ressources, la fermeture d'établissements de santé offrant des services aux femmes, un effet de dissuasion sur l'ensemble des soins y afférents (y compris l'offre de services de planification familiale, de moyens de contraception, de counseling, etc.) et le refus d'offrir des services d'avortement légaux et sécuritaires.

La règle du bâillon promulguée par le président Trump est plus extrême que celles des gouvernements antérieurs et s'étend à <u>toute</u> l'aide offerte par les différents ministères américains en matière de santé mondiale. Les conséquences politiques et financières seront importantes et de grande portée. Selon l'organisation PAI, une organisation mondiale de la santé reproductive, cette politique élargie pourra, en termes financiers, affecter jusqu'à 9.458 milliards \$ du financement mondial en matière de santé, y compris le financement de programmes de santé maternelle, de planification familiale, de prévention et traitement du VIH/sida et plus encore.

En tant que premier donateur du domaine de la santé sexuelle et génésique, les États-Unis ont joué un rôle de premier plan en aidant les pays à respecter aux droits des femmes par l'entremise, entre autres, d'un accès amélioré aux moyens de contraception modernes, du renforcement des systèmes de santé et de l'offre de services de santé essentiels aux survivant(e)s de violence fondée sur le genre. Il s'agit de secteurs prioritaires que les pays partenaires ont identifiés comme étant essentiels à l'atteinte de leurs objectifs de développement et au respect de leurs obligations de droit international de la personne.

Le programme de développement durable à l'horizon 2030, unanimement adopté par 193 pays, met spécifiquement l'accent sur l'accès universel à la santé sexuelle et génésique comme condition essentielle à la réduction de la pauvreté et la protection des droits de la personne. D'un simple trait de plume, les États-Unis ont mis ce programme en péril. Des femmes aux quatre coins de la planète vont faire face aux indignités et aux conséquences souvent fatales de ce geste.

Le Canada et ses alliés, tant les gouvernements que les organisations de la société civile, doivent redoubler d'efforts pour protéger et faire avancer la santé sexuelle et génésique et les droits s'y rapportant. En effet, le Canada et ses alliés doivent augmenter de façon exhaustive le financement du développement dans ces domaines et agir comme chef de file sur ces questions dans le cadre de leurs actions diplomatiques.

Cette orientation politique des États-Unis constitue une grave violation des droits des femmes et va à l'encontre de la tendance générale et mondiale à la libéralisation des lois sur l'avortement, une tendance qui a permis de réduire de façon importante les avortements non sécuritaires.

Le Canada ne peut être complice du recul des acquis durement gagnés au cours des vingt dernières années en matière de droit des femmes, plus précisément en matière de droits sexuels et génésiques. Ensemble, nous demandons au Canada et à tous les allié(e)s en matière de droits sexuels et génésiques de dénoncer la promulgation de cette règle élargie du bâillon mondial, de déployer des efforts concertés pour augmenter le soutien aux avortements sécuritaires dans le cadre d'une offre complète de services de santé sexuelle et génésique et d'agir comme chef de file en matière de plaidoyer pour protéger et faire avancer les droits sexuels et génésiques à l'échelle locale, nationale et internationale.

Signataires:

Abortion Access Now PEI

Abortion Rights Coalition of Canada (ARCC)

 Action Canada pour la santé et les droits sexuels

- AIDOS Italian Association for Women in Development
- AidWatch Canada
- Akahata
- Amnesty International
- Asia Pacific Alliance for Sexual and Reproductive Health and Rights (APA)
- Asian-Pacific Resource & Research Centre for Women (ARROW)
- ASTRA Network
- ASTRA Youth and Federation for Women and Family Planning
- Barbra Schlifer
 Commemorative Clinic
- BC Women's Abortion Clinic (CARE Program)
- Canadian Association of Midwives
- Canadian Council for International Co-Operation
- Canadian Federation of University Women
- Réseau juridique canadien VIH/sida
- Canadian Society for International Health
- Canadian Union of Postal Workers (CUPW- STTP)
- CARE Canada
- CECI Centre for International Studies and Cooperation
- Clinique des femmes de l'Outaouais
- Comité québécois femmes et développement
- Compass Centre for Sexual Wellness

- L'Institut canadien de recherches sur les femmes
- CUPE 1979
- dance4life
- Deutsche Stiftung
 Weltbevölkerung (DSW)
- Everywoman's Health Centre, Vancouver
- Federación de Planificación
 Familiar Estatal
- Fédération du Québec pour le planning des naissances
- Federation of Medical Women of Canada
- FOKUS Forum for Women and Development
- Foundation for Leadership Initiatives (FLI)
- Global Doctors for Choice
- Grandmothers Advocacy Network (GRAN)
- Humanists, Atheists, and Agnostics of Manitoba
- Coalition interagence sida et développement (CISD)
- Inter Pares
- International Planned
 Parenthood Federation –
 Western Hemisphere Region
- Institute for International Women's Rights - Manitoba
- Ipas
- Island Sexual Health Society
- Kenoli Foundation
- Nobel Women's Initiative
- MATCH International Women's Fund
- McLeod Group
- Margaret Pyke Trust, with the Population & Sustainability Network
- Options for Sexual Health

- Oxfam Canada
- Oxfam-Québec
- PARI O DISPARE, Italy
- PEI Abortion Rights Network
- Planned Parenthood
 Newfoundland and Labrador
 Sexual Health Centre
- Planned Parenthood Ottawa
- Planned Parenthood Toronto
- Planned Parenthood Regina
- Reproductive Justice New Brunswick
- RESULTS Canada
- Rutgers
- Sexual and Reproductive Justice Coalition
- Sexual Health Centre Saskatoon
- Sexual Health Nova Scotia and its member-centres
- Sexuality Education
 Resource Centre Manitoba
- Sexuality Policy Watch (Brazil)
- Shanti Uganda Society
- SHORE Centre
- Simavi
- Society of Obstetricians and Gynaecologists of Canada (SOGC)
- Southern African AIDS Trust (SAT)
- UNITERRA
- Women's Global Network for Reproductive Rights (WGNRR)
- WISH Associates
- WUSC World University
 Service of Canada
- Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights

Signataires individuels:

- Anubha Singh, CREA, India
- Chris Kaposy, Ph.D., Associate Professor of Bioethics, Faculty of Medicine, Memorial University of Newfoundland
- Ton Coenen, Executive
 Director, Rutgers, Netherlands
- Nienke Blauw, Sustainablue Consulting, Netherlands
- Tracy Glynn
- Lynne Pajot
- John Bart
- Dr Ellen Wiebe
- Laura Lee, MSc PhD (Global Child Health), Laura M. Lee Consulting, Associate, International Institute for Child Rights and Development

- Sonja Janousek, Sustainable
 Development Consultant
- Darlene Juschka
- Kelly Monaghan
- Deborah Bourque
- Val Embree
- Diane Wood
- Jen Wrye
- Milton Kiang, B.A., LL.B.
- Marion Pollack, Vancouver BC --retired trade unionist
- Judy Burwell
- Laura Mikuska
- April Kilfoyle
- Carolyn Patrick
- Rosalind Petchesky,
 Distinguished Professor
 Emerita of Political Science
 Hunter College & the Graduate

- Center, City University of New York
- Lauren Perruzza
- Dr. Erin Frotten
- Cindy McCallum Miller,
 President, CUPW Castlegar
 Local
- Donna Campbell
- Eva Sharell
- Valerie Swinton
- Susan Carter
- Patrick Powers
- Rick Dondo
- · Patricia LaRue
- Cindy McCallum Miller
- Diane Breton
- Marjorie Kort
- B Gail Plecash